

Tous ces conseils tournaient autour d'un thème commun, mais je crois qu'il y a lieu de signaler que chaque partie avait des raisons très personnelles de nous inciter à rester.

Pour des raisons tout à fait compréhensibles, les gouvernements des pays qui ne sont pas directement mêlés au conflit vietnamien considèrent que mieux vaut une présence internationale quelconque que de n'en pas avoir du tout.

Pour notre part, notre expérience des dix-neuf dernières années au Vietnam nous a depuis longtemps fait perdre de telles illusions.

L'attitude des dirigeants du Vietnam du Sud m'a semblé très nette. Ils ne se font pas d'illusion quant à la possibilité que la CIGS puisse s'acquitter efficacement des fonctions que lui confie l'Accord de Paris. J'ai expliqué très franchement aux Vietnamiens, tant du Sud que du Nord, que la composition de la Commission faisait qu'il était virtuellement impossible que cette dernière présente un rapport qui soit défavorable au Vietnam du Nord ou à ses alliés dans le sud tandis que, par contre, le Canada n'hésiterait pas à appuyer une décision qui aille à l'encontre de la position de la République du Vietnam.

Les dirigeants sud-vietnamiens ont convenu de cette possibilité. Ils ont cependant déclaré qu'il importait avant tout de rendre publics tous les points de vue. Ils ont également souligné l'importance de la présence de la Commission relativement au règlement politique.

Au nord, les dirigeants politiques ont répondu à toutes nos questions en se référant aux termes de l'Accord. Ils le considèrent sacro-saint et, tout comme leurs homologues du sud, ils se sont déclarés disposés à respecter l'Accord.

J'ai demandé au premier ministre, M. Pham Van Dong, ce qui, à ses yeux, était plus important, les aspirations de son pays à la paix ou la réunification des deux Vietnams. Il a répondu que les priorités n'entraient pas en ligne de compte puisque le respect intégral de l'Accord conduirait à la réunification pacifique.

Il ressort clairement de ces conversations que le Nord et le Sud attendent des résultats fort différents et parfois même contradictoires.

Au cours de mes entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, M. Lam, et le Président Thieu, j'ai soulevé la question des prisonniers civils au Vietnam du Sud. Je les ai pressés de tenir compte du poids de l'opinion publique sur cette question tant au Canada qu'à l'étranger. Tous deux m'ont déclaré qu'ils avaient déjà relâché cinq mille prisonniers civils à l'occasion des dernières fêtes du nouvel an lunaire et qu'ils avaient transmis une liste des noms de plus de cinq mille autres prisonniers